

Suivre le modèle suédois ?

LA VILLE MOYENNE d'Uppsala, au nord-ouest de Stockholm, avait tout misé sur ce projet. Rénover l'université, accroître les enseignements de biologie, financer des laboratoires de recherche et offrir au groupe Pharmacia toutes les raisons de se réjouir d'avoir son siège là. Tiré par ce secteur de pointe, l'avenir de la ville paraissait assuré. En juillet 2002, catastrophe. Pharmacia est racheté par l'américain Pfizer pour 56 milliards de dollars et, rapidement, les emplois du siège et des labos déménagent pour les Etats-Unis. Consternation.

« Nous avons fait de ce désastre, une chance, nous a expliqué Thomas Östros, le ministre suédois de l'industrie et du commerce, élu de la ville, de passage cette semaine à Paris. Pharmacia était parti, pas les étudiants. » Et la ville d'aider à la création de start-up dans les biotechnologies. Sept PME ont survécu, puis prospéré. Uppsala compte aujourd'hui, dans ce secteur, plus d'emplois que du temps du seul Pharmacia.

Au début des années 1990, la Suède connaît les mêmes problèmes que les autres pays, raconte Stéphane Boujnah (*L'Inoxydable modèle suédois*, Les Cahiers, En temps réel, décembre 2002). Les grands fleurons industriels (Volvo, Saab, Pharmacia, Stora) passent dans des mains étrangères. Les PME souffrent. Le chômage s'accroît brutalement de 2 % à 10%. L'efficacité de l'école et de la santé se dégrade, le travail au noir se développe, les inégalités croissent, la fuite des cerveaux inquiète. Le Parti social-démocrate voit menacée sa suprématie politique, vieille de soixante ans.

ECONOMIE CHRONIQUE ÉRIC LE BOUCHER

Le gouvernement engage alors une série de vastes réformes. L'administration est complètement repensée autour de 13 ministères et 300 agences. Le capital de ces dernières est soit public soit mixte, comme pour La Poste ou les télécoms. Certaines fonctions sont entièrement privatisées. Les ministères sont vidés de leurs effectifs et réduits aux hautes fonctions d'arbitrage politique. Parallèlement, le gouvernement décide d'élever les crédits de la recherche-développement à plus de 4 % du PIB (la moyenne de l'Union européenne est 2,5 %) et de couvrir le pays d'un

réseau large bande. Il crée des écoles privées et donne le choix aux parents. Le nombre de places à l'université passe de 200 000 à 300 000. Des petites cliniques privées sont autorisées. Une retraite complémentaire par capitalisation est introduite et les pensions sont liées aux performances économiques du pays.

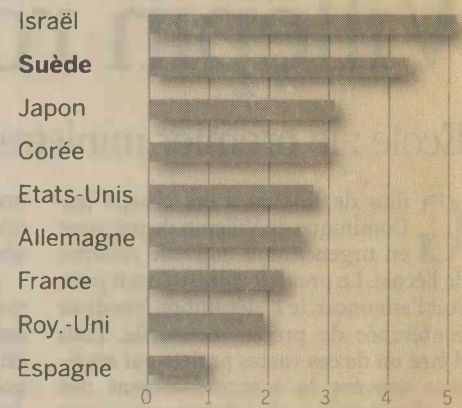
Cette « stratégie du renouveau », résume Thomas Östros, se décline en trois volets : 1) une ouverture à la compétition et aux forces du changement ; 2) un effort massif pour l'innovation, les universités, la recherche ; 3) un Etat qui reste fort, mais qui a été entièrement adapté.

Aujourd'hui, la Suède a une croissance « à l'américaine », un taux de chômage revenu à 5 % et un budget équilibré. Les réformes ont été faites sans que la qualité des services publics s'en ressentent ; au contraire, elles furent la condition de leur remise à niveau.

La grande réussite de ce pays, comme celle par ailleurs du Danemark, a été de trouver le moyen de conserver une grande sécurité pour les indivi-

La clé de l'excellence

► INVESTISSEMENTS EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT en pourcentage du PIB, en 2001



Source : OCDE

du tout en donnant toute la flexibilité nécessaire à l'économie : d'où le néologisme de la « flexécrité ». Le modèle scandinave est le seul à la fois juste et efficace en Europe, selon l'économiste André Sapir (notre chronique du 23-24 octobre). Le modèle anglo-saxon est efficace, mais inéquitable, le modèle franco-allemand est équitable, mais inefficace (trop cher), et le modèle latin est à la fois inefficace et inéquitable. Le choix est donc de glisser soit vers l'anglo-saxon, soit vers le nordique.

Copier la Suède, est-ce possible ? Deux objections sont formulées. La première tient à la petite taille de ce pays de 9 millions d'habitants, comme des pays scandinaves en général. L'esprit de la « maison commune » est très ancré. Surtout, 80 % des salariés sont syndiqués auprès de l'unique centrale, LO, qui est habitée par une volonté de consensus. Rappelons qu'en France, les syndicats, divisés par une permanente course à la surenchère, ne représentent que 8 % des salariés.

L'autre objection est celle de l'état d'esprit. Domine en Scandinavie un puissant « esprit civique » qui rend le modèle intransposable dans un pays comme la France, selon l'économiste Pierre Cahuc. « Les attitudes civiques sont construites à l'échelle nationale et sont enracinées quels que soient les changements de l'environnement économique. En conséquence, il est peu vraisemblable de réussir [en France] des réformes [du type scandinave] sans les accompagner par des politiques qui modifient les comportements des citoyens. »

« Ce n'est ni une question de taille ni une question de morale, rétorque le ministre suédois, mais de modèle », autrement dit de stratégie coordonnée de réformes structurelles. La clé n'est pas de vouloir changer les mentalités, mais de proposer « beaucoup d'Etat et beaucoup de marché, les deux ensemble ». « La France et la Suède sont très proches, ajoute-t-il, un Etat fort, une même structure industrielle. Nous avons démontré qu'on peut lutter et conserver beaucoup d'industries dans nos pays. Et créer beaucoup d'emplois dans les services connexes. » Et Thomas Östros de ne vraiment pas comprendre pourquoi la France, renfermée sur elle-même, craint la mondialisation et l'ouverture. ■

SANS FRONTIÈRE par Pessin

